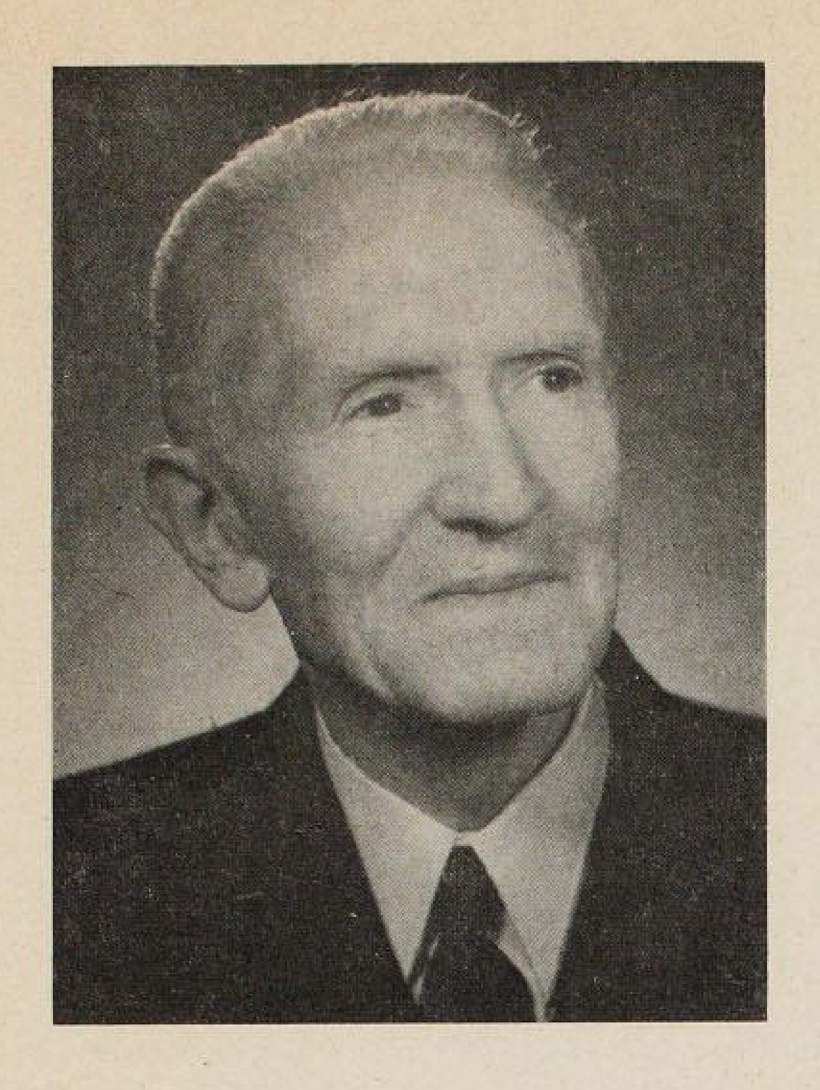


Élections Législatives de 1973 — 1re Circonscription

INDÉPENDANT CENTRISTE

CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET DES PAYSANS

Hervé NADER

ANCIEN DÉPORTÉ DES FORCES FRANÇAISES LIBRES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEF D'ENTREPRISES MARITIMES ET TERRESTRES

Remplaçant :

Sébastien GUIZIOU
Maire de LOCTUDY

UN BILAN, UNE MISSION

Le Centre National des Indépendants, c'est un parti impartial. Et par nature même, puisqu'il s'est donné pour tâche de réunir de véritables indépendants, dont le trait d'union essentiel est précisément l'esprit d'indépendance, donc l'esprit libéral.

C'est ce qui nous met en mesure d'être un « parti de médiateurs », de porter sur le passé un jugement équilibré. Chez nous, la politique exclut tout ressentiment. Ce qui doit dominer notre avenir, c'est le souci du bien commun.

Pour dresser le bilan économique de la France avant les prochaines élections, il faut distinguer entre trois périodes de la même équipe gouvernementale.

◆ PREMIÈRE PÉRIODE

De juin 1958 à fin décembre 1962, l'économie est inspirée par l'équipe Antoine PINAY. Elle obéit au principe de vérité des prix, des impôts, des charges. Elle permet le libre jeu des initiatives. C'est le « boom » de nos exportations, nos investissements industriels augmentent de 50 %.

◆ DEUXIÈME PÉRIODE

Entre 1962 et 1969, se développent les grandes dépenses de prestige. M. Antoine PINAY en avait prévenu le général de GAULLE : « Les fusées, cela coûte cher, Monsieur le Président ».

C'est l'inflation. Pour en masquer les effets, on laisse tomber sur notre économie, à partir du 13 septembre 1963, la chape de plomb du plan de stabilisation. Cela aboutit à l'explosion de 1968. Cela se solde par la fuite des capitaux. Au milieu de 1969, il n'y a plus de devises dans nos caisses.

◆ TROISIÈME PÉRIODE

D'Août 1969, à aujourd'hui. Ici, il faut distinguer : il y a eu d'un côté une politique monétaire très habile. Plus de crispation sur le taux rigide du franc. Dévaluation en 1969, refus de suivre le mark dans sa réévaluation en 1971 (ce qui revient à une dévaluation par rapport au mark). Bref, par rapport à nos concurrents allemands, nos exportateurs retrouvent des profits à l'exportation.

C'est le bon côté de la médaille.

Hélas ! Il y a le revers : La prolongation indéfinie du contrôle des prix qui fausse le jeu de l'économie de marché dans notre pays. L'économie administrative écrase les marges d'autofinancement des entreprises et les oblige à se surendetter. Conséquence : la masse monétaire a augmenté l'année dernière de plus de 20 %, alors que la production industrielle n'a augmenté que de 7 %.

Autre facteur d'inflation des coûts : l'augmentation de 11 % par an du prélèvement fiscal de l'Etat et de 14 % par an de la Sécurité Sociale. Conséquence inévitable : la hausse des prix et du coût de la vie qui provoque la révolte des ménagères et la colère des trois millions d'électeurs qui gravitent autour des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales et leurs familles).

Pour l'avenir, ce que l'on peut dire à la lumière de cette analyse, c'est que la base économique est saine et que les *corrections nécessaires sont possibles.*

Il faut garder la même politique monétaire, restaurer les mécanismes de l'économie de marché, *ramener par la confiance les capitaux vers l'investissement* afin de permettre aux entreprises de se financer sans endettement.

Le Centre National des Indépendants, parti impartial, parti médiateur, a une mission, celle de rendre au gouvernement le sens de l'efficacité.

Mais la politique peut tout gâcher dans deux hypothèses : celle d'une victoire de la gauche, ou bien celle d'une reconduction indéfinie de l'immobilisme gouvernemental, générateur de mécontentement social.

Comment expliquer la tempête qui souffle sur le pays et le discrédit total qui écrase le parti majoritaire absolu, qui n'ose même plus dire son nom : l'U.D.R. L'Expérience de l'Histoire nous donne la réponse. Les inévitables abus de l'absolutisme, le fait du Prince. On reconnaît les mérites de M. PINAY, Ministre de l'Economie et des Finances, mais on le remercie parce qu'il veut faire sa politique et non pas celle du Président de la République. On admet que M. GISCARD d'ESTAING est un grand argentier, mais on l'écarte parce qu'il est Monsieur Oui... Mais, Si... Mais. On se prive de grands commis de l'Etat pour confier ses rouages à des inconditionnels qui font de leur Ministère la chasse gardée de Hauts fonctionnaires, les Technocrates qui deviennent un Etat dans l'Etat. Mégalomanie : on engage des dépenses dites de prestige dans de ruineux investissements voués à l'échec, le « Concorde » étant le prototype du gaspillage et de l'impéritie. Les 10 milliards lourds qu'il totalise déjà, sans aucun avenir, c'est le prix d'un complexe sidérurgique produisant 10 millions de tonnes d'acier annuellement, celui de 50 hôpitaux complémentaires régionaux (50 villes comme QUIMPER), c'est 500 ponts de BÉNODET. C'est dix fois le montant de la modeste enveloppe promise au réseau routier breton, 1 milliard pour 1.160 kms ! ! !

L'abus prolongé du pouvoir, la majorité monolithique forte de son soutien inconditionnel et de son omni puissance, ce sont là des facteurs générateurs de champignons vénéneux, profiteurs sans scrupule de tous poils. Et ce sont les scandales connus de tous. Les têtes du parti sont éclaboussées. Le scandale est une faute, mais ce qui est plus grave encore, c'est d'avoir voulu le couvrir en haut lieu.

Voilà pourquoi les Français en ont ras le bol de la majorité totalement responsable de la fièvre électorale.

Aux électeurs désabusés, les Indépendants Centristes offrent leur service et l'assurance de leur dévouement, confirmés par un passé de foncière honnêteté. La désignation par M. POMPIDOU au poste de Médiateur du Président Antoine PINAY est un hommage significatif.

La mission du C.N.I.P. c'est le redressement. Voici, en gros, son programme que je m'efforcerai de faire respecter au cours de la législature, en commençant par les priorités :

★ PROMOTION SOCIALE

La garantie du salaire minimum mensuel de 1.000 F. Tous les partis se disputent la paternité de la proposition, alors que beaucoup de patrons l'appliquent déjà. Dans ma pensée ce n'est qu'une étape, s'agissant d'un contrat de législature.

— Il faut permettre aux travailleurs qui le désirent, de cesser leur activité à 60 ans et pour cela il faut leur garantir une retraite équivalente à celle qu'ils pourraient toucher actuellement à 65 ans. Ce serait également un moyen de résorber en partie le chômage.

— Il faut étendre à toutes les catégories sociales la couverture vieillesse.

— Une société civilisée ne peut délaisser les personnes âgées : ajustement immédiat de l'allocation vieillesse, adaptée au nouveau coût de vie. Construction de logements décents, de modernes maisons de retraite avenantes et confortables. Organisation de foyers de rencontre et de loisirs.

— Politique du logement : appartements ou maisons individuelles, formule idéale. Plus de 600.000 unités par an.

★ FISCALITÉ

Projet de loi-cadre portant réforme de la fiscalité. Cette loi fixera des orientations très précises : Réforme de l'assiette et des taux pour assurer l'égalité effective dans les prélèvements affectant les revenus du travail et du capital. Rééquilibre et harmonisation des fiscalités d'Etat et Locales. Suppression de la patente. Réduction de la T.V.A. au détail et de l'impôt foncier actuel.

Toutes les orientations budgétaires doivent être discutées et approuvées par le Parlement. Une grande réduction des dépenses publiques, souvent somptuaires, est possible.

★ RÉFORME RÉGIONALE

Elle ne sera effectuée que si, par une décentralisation véritable, certains pouvoirs relevant actuellement de l'Administration Centrale ou des Préfets sont transférés au Conseil Général, ainsi que les crédits correspondants.

La réforme régionale, en raison des énormes ressources qu'elle dégagera, permettra de favoriser au plus haut point les vocations naturelles de notre région : l'agriculture et sa branche maîtresse, l'élevage ; la pêche et les industries maritimes ; le tourisme, les marchés commerciaux dont la prospérité est conditionnée par celle des producteurs.

★ AGRICULTURE

Il ne saurait être question de remettre en cause la participation de l'Etat au financement de protection sociale et agricole. La solidarité nationale doit tenir compte de la proportion toujours plus grande des inactifs par rapport aux actifs en agriculture.

Un aménagement global rural donnant la parité des moyens aux ruraux, lié à l'aménagement du territoire, doit être largement développé si l'on veut favoriser le maintien des jeunes de l'agriculture.

L'enseignement post-scolaire doit être poussé pour faire de nos jeunes ruraux une élite qualifiée pour l'organisation des marchés agricoles et les relations avec les Pays du Marché Commun.

Bien entendu, collaboration permanente avec les Chambres d'Agriculture, la F.D.S.E.A., les Mutuelles et les Syndicats.

★ LA PÊCHE ET LES INDUSTRIES MARITIMES

Le Statut des Gens de Mer, issu d'une ordonnance de Colbert, a toujours été respecté. Menacé en 1958, il l'est à nouveau, et gravement, puisque le récent projet de loi modifiant le Code du Travail Maritime déposé par le gouvernement, et présenté à l'assemblée nationale le 13 décembre 1972, est un premier pas vers la suppression des inscriptions maritimes et de leur régime de prévoyance sociale qui serait rattaché au régime général de la Sécurité Sociale. C'est une abomination. Il est inimaginable que pas un seul des huit députés du Finistère n'ait osé se lever pour combattre la loi scélérate et voter contre.

L'U.N.R., elle-même, reconnaît qu'au groupe j'ai été le meilleur, sinon le seul défenseur de la Marine Marchande et des Pêches : j'ai bien l'intention de continuer.

Je demanderai le Ministre de la Mer, qui siégera à part entière au Conseil des Ministres et pourra donc y défendre son programme : aide à la construction navale. Ecoulement des pêches. Protection contre les importations étrangères. Equipement des ports : frigorifiques, chaînes de froid. Modernisation et extension des conserveries. A l'Elysée, il dégagera les crédits.

★ TOURISME - HOTELLERIE

Prolongation des saisons par l'étalement des vacances dans tous les secteurs de l'activité nationale.

L'hôtellerie cornouaillaise, avec sa tradition de bonne table, ne cesse de s'affirmer, et puisque nous avons des hôteliers courageux, il faut les inciter à construire, à moderniser leurs aménagements pour y attirer une clientèle toujours plus nombreuse et fidèle.

Pour cela, il faut revenir au crédit à très long terme et à intérêt réduit, mais il faut aussi alléger les charges d'exploitation et les compenser par des bonifications d'intérêt pour rendre l'industrie hôtelière bretonne compétitive au regard de la concurrence étrangère.

La Mer ne doit pas être la parente pauvre au regard des stations de sports d'hiver.

Notre province possède un capital touristique inestimable, mais elle est au bout du monde. Il faut donc la relier aux grands centres géographiques par des transports rapides :

— Voies ferrées S.N.C.F. : Continuer un effort qu'il faut reconnaître. Transports confortables directs et rapides.
— Réseau routier : Veiller à l'application des promesses pour que le réseau routier breton soit véritablement adapté aux besoins de la province. Raccordement de bretelles en direction des stations touristiques.
— Aviation : La première chose à obtenir, c'est la liaison directe QUIMPER-PARIS et retour, l'escale actuelle de NANTES étant une sujétion déplaisante, à tous égards.

C'est d'ailleurs un handicap pour l'exploitation car toute la région de CONCARNEAU s'embarque à LORIENT, d'où les relations sont directes.

★ COMMERCE - INDUSTRIE - ARTISANAT - P.M.E.

Un reproche sévère doit être adressé au gouvernement dont la politique de concentration des entreprises a favorisé les trusts qui sont devenus d'inquiétantes puissances internationales au sein même du territoire français.

Une liaison plus étroite avec les P.M.E., les Chambres de Commerce et des Métiers, les Syndicats locaux des commerçants sédentaires et non sédentaires, la Libre Entreprise, doit redonner aux petites et moyennes entreprises le moyen de vivre et prospérer.

★ ENSEIGNEMENT - JEUNESSE - LOISIRS - POLITIQUE SOCIALE

J'ai voté une loi programme qui a obtenu des crédits sans précédent. Faut-il encore qu'elle soit appliquée correctement. Il faut donner à la Jeunesse et aux Sports un Ministre de grande classe qui se préoccupera également des loisirs appelés à prendre dans la vie nationale une place prépondérante.

La vocation universitaire du chef-lieu se confirme. Il n'est que d'admirer aux quatre coins de la ville ses magnifiques établissements scolaires.

L'enseignement supérieur a fait son apparition. Il faut le développer.

Je suis le défenseur de l'enseignement, de tous les enseignements, et ce n'est pas pour ce budget que je réclamerai des économies. C'est pourquoi, l'octroi des bourses doit être élargi pour que tous puissent accéder aux emplois qu'ils méritent.

★ ÉQUIPEMENT SOCIAL ET HOSPITALIER

On ne peut passer sous silence l'insuffisance des établissements hospitaliers. La ville de QUIMPER devrait être dotée d'un Centre Hospitalier Régional. Celui de BORDEAUX, qui est un modèle du genre, a coûté 200 millions nouveaux. C'est plus que facile à trouver si l'on considère qu'on a déjà englouti dix milliards lourds dans la mise au point de Concorde.

Une bataille à engager et gagner.

★ ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Je suis l'un d'eux : Ancien Combattant, Français Libre, Résistant, Déporté. J'entretiens des relations constantes avec toutes les Associations dans leur diversité, sans oublier celle des veuves dont le nombre ne cesse de croître.

Un cas à régler rapidement, celui des Anciens d'Afrique du Nord, qui réclament, avec raison, le titre d'Ancien Combattant. Alors que des combats meurtriers ont été engagés dans les Aurès, le Gouvernement prétend qu'il s'agit d'opérations de police. C'est puéril et c'est une insulte aux 30.000 morts restés sur les champs de bataille.

Justice doit être rendue rapidement.

Mes relations ne seront pas seulement celles du député, mais du camarade soucieux de défendre les droits, soutenir les revendications et cultiver une amitié permanente.

★ FONCTION PUBLIQUE

En relation quotidienne avec plusieurs de ses branches maîtresses, j'ai pu les bien connaître et les apprécier.

La Fonction Publique a un rôle très important à jouer dans la marche de l'Etat. Il faut qu'elle soit l'objet de l'estime et de la considération générales. Pour en arriver là, il faut un recrutement brillant et vous n'aurez pas de candidats si la situation matérielle ne correspond pas aux services attendus et rendus.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Voilà la Mission qui m'attend si vous me faites confiance. Je lui apporterai le sérieux qui fut ma règle de vie. Mon comportement dans ma vie civile et militaire (7 ans de volontariat). Ma connaissance de l'Economie régionale dans ses multiples branches. Mon tempérament de sportif et de débatter. Enfin, mon Indépendance et ma ténacité reconnues.

Avec tous ces atouts dans votre bulletin de vote, vous faites le bon choix : vous optez pour la société des Libertés et du Progrès Social dans l'Ordre et la Paix.

Hervé NADER

IMP ED MENEZ · QUIMPER